

Impressum

« **Terres Civiles** » est un trimestriel édité par le Centre pour l'action non-violente (CENAC), association romande sans but lucratif.

Abonnement : CHF 25.-/4 numéros ou compris dans la cotisation de membre.

Le CENAC vit pour l'essentiel des contributions de ses membres et de personnes sympathisantes. Cotisation pour une année civile : CHF 70.- (CHF 40.- pour les « petit budget »), CHF 100.- (pour une cotisation familiale ou CHF 55.- « petit budget »). Les dons et autres soutiens sont les bienvenus. Pour un soutien régulier en tant que marraine ou parrain, merci de prendre contact avec le secrétariat.

Responsable de l'édition :

Pascale Schuetz.

Ont apporté leur contribution :

Sandrine Le Dréau, François de Vargas, Jean Pauporté, Jean-Richard Bory, Pascale Schuetz, Jeanne Golay, Michel Mégard, Olivier Grand.

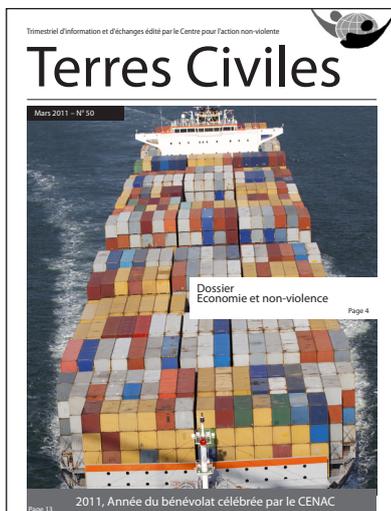
Impression : Les Ateliers Espace Graphic, Fondation Eben-Hèzer, 1012 Lausanne.

Photo de couverture :

© Rafael Ramirez

Pour nous contacter :

Centre pour l'action non-violente
Rue de Genève 52
CH - 1004 Lausanne
Tél. ++41 / 21 / 661 24 34
Fax : ++41 / 21 / 661 24 36
Courriel : info@non-violence.ch
Sur Internet : www.non-violence.ch
Compte postal : 10-22368-6



Editorial

Nous célébrons le 50^e numéro de *Terres civiles* en abordant le sujet des rapports de la non-violence avec l'économie. Celles et ceux qui pensent que l'économie mondiale fait fausse route ont lancé de nombreuses propositions, dont la plus radicale est de s'engager sur le chemin de la décroissance. Mais qu'est-ce au juste que la décroissance ? Dans son nouveau livre, *La Voie*, Edgar Morin, célèbre sociologue et philosophe, choisit de parler en termes d'équilibre entre d'une part la croissance, celle de l'économie verte, des énergies renouvelables, des métiers solidaires et d'autre part, la décroissance. Il s'agit ici de décroître « le gaspillage énergétique et polluant, cette course à la consommation effrénée ». Selon lui, existent dans le monde multitudes d'« initiatives de vouloir vivre », qu'il est nécessaire de faire connaître et se croiser. Nous souhaitons contribuer à cette prise de conscience.

À ce sujet, l'article de François de Vargas (pages 4-5) rappelle de nombreuses initiatives nées en Suisse (romande). Toutes issues d'ONG, elles sont liées par une intention commune : s'opposer, de façon non-violente, à une économie basée sur le profit et promouvoir la solidarité. En particulier, les objecteur-trice-s de croissance œuvrent

via de multiples engagements (voir page 11) dans le domaine des questions sociales et écologiques qui exigent une prise de conscience globale du fait que « la croissance n'est pas la solution mais le problème ».

Evoquons également l'économie sociale et solidaire (page 5-6), appelée aussi tiers-secteur, qui fonctionne sur des principes d'égalité des personnes, de solidarité entre membres et d'indépendance économique.

Ce premier numéro de l'année est aussi l'occasion de réaliser un retour, en page 12, sur l'exposition « Lâche la violence ! » qui s'est déroulée fin 2010. Son objectif était de sensibiliser les enfants à la non-violence grâce à des modules (créés par des enfants) pour vivre avec les autres en acceptant leurs différences et sans violence. Pari tenu !

Enfin, les bénévoles du CENAC sont ici mis à l'honneur. Pascale Schuetz a récolté ces dernières semaines les témoignages de bénévoles auxquels elle a demandé : qu'apportez-vous au CENAC ? Que vous apporte la non-violence ? Nous vous invitons à découvrir dès à présent (page 13-14) ces portraits, pourquoi pas en vous demandant : et à moi, que m'apporte la non-violence ?

Sandrine Le Dréau

Vos annonces personnalisées dans Terres Civiles !

Tarif : CHF 50.-
Merci de prendre contact avec le secrétariat 021 661 24 34 ou info@non-violence.ch.

Délai de rédaction du numéro 51 :
4 mai 2011
Parution mi-juin 2011.

La rédaction se réserve le droit de ne pas prendre en considération une proposition en désaccord avec le but du journal.

Annonce

Rencontre
Entre besoins et avidité, une économie non-violente est-elle possible ?

10-13 juin 2011
St Antoine l'Abbaye, (Isère) France

Programme complet et actualisé :
www.gandhi2012.org

De Dakar, Forum social mondial

Toute personne habituée aux standards d'organisation et de ponctualité helvétiques, qui participe pour la première fois à un Forum Social Mondial (FSM) est probablement un peu surprise. S'agit-il d'organisation désordonnée? De désordre organisé?

En fait, le président « néolibéral » du Sénégal Wade, et les responsables du campus universitaire où le Forum a eu lieu, n'ont pas vraiment facilité son déroulement. Difficile dans ces conditions de permettre à 70'000 participants de travailler de façon efficace... Malgré cela, chaque jour, il y a eu moyen de participer à des ateliers passionnants: une chose c'est lire des rapports, étudier des dossiers, une autre échanger avec des personnes directement concernées par les problèmes.

Les jours qui ont précédé le FSM, les 60 membres de la délégation suisse, (parlementaires Verts, PS et PDC, responsables d'ONG, syndicalistes et journalistes) ont eu la chance de visiter en petits groupes plusieurs réalisations des ONG suisses.

Les échos des Sénégalais-es concerné-es était très positif. Depuis des années, des Suisses les aident à s'organiser, à se prendre en charge, à agir sur les causes de leurs problèmes.

Ensuite, les échanges et ateliers qui se sont déroulés pendant le forum ont permis de définir des actions nécessaires.

Le slogan du FSM était: une autre Terre est possible. J'ai pu constater que dans de nombreux domaines, éducation des filles, approvisionnement en énergie, accaparement des terres et pillage des mers, des changements rapides sont indispensables.

Je me limiterai ici à un aspect: l'accaparement des terres qui plonge dans la misère des millions de paysans.

Plusieurs facteurs y contribuent: les changements climatiques, qui dans de nombreux pays diminuent les surfaces cultivables, l'explosion démographique, l'augmentation des populations urbaines et le bétonnage de terrains pour des bâtiments ou des infrastructures l'achat de terrains par des « entrepreneurs agricoles » qui y produisent de façon industrielle des biens essentiellement destinés à l'exportation ou aux villes l'achat de terrains par des spéculateurs qui tablent sur une augmentation progressive des prix des terres agricoles.

Il nous est clairement apparu que parallèlement à l'action locale, des interventions dans les pays du nord sont indispensables. Y compris en Suisse, où il s'agira notamment de légiférer, pour définir la co-responsabilité des sociétés mères, pour les agissements des leurs filiales dans les pays du sud ou encore pour arrêter les placements spéculatifs de capitaux suisses, ou transitant en Suisse, dans l'achat de terres au sud.

*Christian van Singer,
membre du comité du CENAC
Conseiller national (Verts, VD)*

Sommaire

Le Billet du comité 3

Dossier :

Economie et non-violence

Les lanceurs d'alerte 4

L'économie sociale et solidaire 5

L'agression publicitaire 7

L'habitation coopérative 9

Le réseau des objecteurs de croissance 11

Actualité du CENAC

Lâche la violence - le bilan 12

Semaine lausannoise contre le racisme 12

Année du bénévolat 13

Centre de doc

Notes de lectures 15

Dernières acquisitions 16

ASSEMBLEE GENERALE DU CENAC, Lundi 9 mai, Rue de Genève 52, Lausanne 18h00 – **La documentation du CENAC**: sa richesse, vos découvertes, ce que vous souhaiteriez y trouver.

19h00 – **Partie statutaire**: P.-v. AG 3 juillet 2010, rapport d'activité, comptes, budget, plan stratégique du comité. Le comité est en cours de réflexion sur la stratégie du CENAC. **Celle-ci pourrait aboutir à une modification des statuts** (art. 2 Buts et cadre). En particulier, deux questions se posent: Voulons-nous nous centrer sur un centre de ressources? Avons-nous suffisamment de force pour continuer à conseiller les objecteurs de conscience et promouvoir le service civil?

Le procès-verbal de la dernière Assemblée générale extraordinaire ainsi que le rapport d'activité du CENAC peuvent être demandés au secrétariat:

info@non-violence.ch - 021 661 24 34

Les statuts sont disponibles sous www.non-violence.ch -> Le Centre

Si vous souhaitez rejoindre le comité, merci de prendre contact avec: sandrine.bavaud@gestion-s.ch ou 079 786 03 16

Economie et non-violence

L'économie aujourd'hui est souvent synonyme de violence. De nombreuses initiatives issues de la société civile tendent par contre à promouvoir d'autres modèles que l'économie néo-libérale. Nous pensons par exemple à La Déclaration de Berne, ACTARES, Attac, les Objecteurs de croissance.

Les lanceurs d'alerte

A lors que la plupart de nos politiciens (de droite comme de gauche) et de nos économistes (même dans les syndicats) cherchent à favoriser la croissance économique et les bénéfices, il y a de plus en plus d'organisations non-gouvernementales qui lancent des cris d'alerte.

Où allons-nous? La croissance des (pays) riches se fera-t-elle toujours au détriment des pauvres? Que ferons-nous quand l'énergie et les matières premières (pétrole, uranium, eau potable, etc.) manqueront? Comment faire pour que l'économie ne profite pas aux plus riches en désespérant les pauvres?

Certes, il est très difficile de proposer des solutions. On nous répondra brillamment que dans notre monde globalisé une croissance économique est nécessaire si nous ne voulons pas nous faire avaler par plus gros que nous, qu'en fin de compte les pauvres profiteront aussi de la croissance, et que les économies non capitalistes (communistes) n'ont connu que des échecs.

Mon propos ici est de rappeler un certain nombre d'initiatives qui sont parties de Suisse (romande) et qui avaient pour but de s'opposer, de façon non-violente, à une économie basée sur le profit et de promouvoir la solidarité.

En 1968 (année célèbre de remise en question) quelques idéalistes, entourant le pasteur André Biéler et quelques collègues alémaniques et romands, signaient la Déclaration de Berne par laquelle ils s'engageaient à une sorte d'impôt volontaire d'aide au Tiers-monde, à une époque où l'aide publique de la Suisse était dérisoire (elle l'est toujours d'ailleurs). Cette déclara-

tion a d'abord été bien accueillie par les autorités politiques et religieuses. Mais les membres de la DB (c'est ainsi qu'on l'abrégeait) ne voulaient pas seulement qu'on fasse plus pour le Tiers-monde, ils voulaient qu'on fasse autrement. C'est ainsi qu'ils ont progressivement dénoncé, le commerce avec le Tiers-monde, les exportations d'armes, la publicité de certaines multinationales (notamment celle de Nestlé pour le lait pour nourrissons), les investissements dans l'Afrique du Sud de l'apartheid et dans d'autres dictatures, la fuite des capitaux vers les banques suisses, plus tard le secret bancaire. Très vite, la DB a été considérée comme un mouvement politique de gauche. Mais Biéler a toujours critiqué autant les régimes communistes que les pays capitalistes, écrivant en 1973 un petit livre prémonitoire, «Le développement fou», dans lequel il montrait que toutes les économies du monde favorisaient l'exploitation des pauvres et celle de la création tout entière, et en appelait à un changement de style de vie. Aujourd'hui, la Déclaration de Berne continue son travail d'alerte en étudiant l'effet des investissements de la Suisse, le commerce des habits, l'activité de nos firmes pharmaceutiques, de l'industrie génétique, de la crise. Elle publie, en Suisse romande la petite revue «Vers un développement solidaire» de très grande qualité (et a son bureau de Lausanne à côté de celui du CENAC!)

Site internet: www.ladb.ch.

Peu de temps après le lancement de la Déclaration de Berne, et avec le soutien de membres de celle-ci, les Magasins du monde ont été créés dans le

but de promouvoir un commerce équitable. Ils ont été les premiers relais de nombreux mouvements en Europe (tels que «Max Havelaar») qui s'efforcent de court-circuiter les entreprises commerciales qui font des bénéfices éhontés sur les produits du Tiers-monde.

Un autre mouvement, issu aussi de membres de la Déclaration de Berne, est ACTARES. Il est parti de l'idée que les actionnaires avaient une responsabilité dans la marche des grandes entreprises. Au départ, c'étaient des actionnaires de Nestlé (donc pas des révolutionnaires, mais qui voulaient infléchir les méthodes de cette multinationale) qui ont créé l'association CANES. En 2000, se joignant à des actionnaires alémaniques, ils sont devenus ACTARES (un nom inventé de toutes pièces mais dans lequel on reconnaît «action» - dans les deux sens du mot - «responsabilité» etc.). ACTARES, grâce aux pouvoirs que lui donnent ses membres, intervient auprès des banques et des multinationales suisses, notamment lors de leurs assemblées générales, en les interpellant sur leurs responsabilités éthiques, à l'égard de leurs clients, de leurs fournisseurs, des travailleurs, des femmes, de l'environnement. Certes le nombre des actions qu'ACTARES représente est dérisoire, mais, en se joignant par exemple à celles d'Ethos (qui représente les caisses de pension), elle réussit à se faire entendre, et même avec respect, parfois à obtenir des (modestes) succès.

Site internet www.actares.ch.

Un mouvement tel qu'Attac, né en France, adopte évidemment, un ton plus agressif. (L'Autre Davos, Fondateurs Ignacio Ramonet, Susan George)

Les mouvements écologiques, tels que le WWF, Greenpeace, celui de

Suite page 5

L'économie sociale et solidaire : une alternative au profit à court terme

La grave crise financière qui a éclaté en 2008 aux USA révèle les limites du capitalisme et appelle à une régulation du système. Il y a nécessité d'une autre logique que celle du profit immédiat. Une dynamique créatrice de liens sociaux et d'échanges de biens matériels et immatériels durables s'impose.

L'Economie sociale et solidaire (ESS) offre une telle alternative. Depuis les années 1970 tant en Europe qu'en Amérique puis en Afrique, elle a vu naître un 3^{ème} secteur regroupant les activités socio-économiques n'appartenant ni au secteur public, ni au secteur privé à but lucratif. C'est un vaste ensemble où l'on trouve des entreprises ne visant pas le profit à court terme, des coopératives de différents types, des organisations mutualistes avec leurs activités médico-sociales et des associations productrices

de biens ou de services dans les domaines social, culturel, des loisirs, de la santé, de la formation et de l'éducation.

L'ESS regroupe donc des entreprises très variées mobilisant des ressources humaines et financières et participant à la production et à la création d'emplois.

Héritière de nombreuses racines philosophiques et de pratiques de



A gauche Jean Pauporté et à droite Jean Richard Bory

de l'économie. Des mouvements politiques et syndicaux, des églises, des organisations d'aide au développement, des mouvements non-violents tels le Centre Martin Luther King (ancienne dénomination du CENAC), le Mouvement anti-apartheid, des associations de consommateurs, de locataires, de droits humains, etc. ont aussi dénoncé les crimes de certaines formes d'économie. Cette grande coalition de lanceurs d'alerte a changé la façon de penser de beaucoup de nos concitoyens, mais pas encore suffisamment leurs manières de consommer, de placer leur argent, de voter.

François de Vargas

terrain, l'ESS repose sur une éthique se traduisant par six principes spécifiques interdépendants:

- la finalité de services plutôt que du profit
- la primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition des revenus
- la place donnée à la garantie et aux échanges non monétaires
- l'autonomie de gestion
- le processus de décision démocratique
- la solidarité.

On le voit, l'ESS diffère radicalement des modes d'organisation se référant aux règles du capitalisme et aux mécanismes du marché qui poursuivent des intérêts individuels en dehors de toute norme collective. L'ESS renoue avec une ancienne et noble tradition de l'économie qui concevait les activités productives de l'homme comme devant être insérées dans un territoire, un réseau humain et avoir du sens pour la communauté locale.

Cette forme d'économie est d'ailleurs historiquement à l'origine (dans une certaine mesure) d'une période de grande prospérité. En effet, au sortir de la guerre, de nombreuses coopératives agricoles, de distributions de biens et services (Migros, Coop), de banques et d'assurances avaient pour but le service, ou la couverture de risques collectifs. Ces organismes poursuivent, aujourd'hui, d'autres buts.

Le potentiel de l'ESS est considérable. Encore faut-il interconnecter toutes les initiatives d'une région pour obtenir un effet systémique transformateur de l'économie de marché. Il faudra aussi veiller à quatre défis majeurs :

1. Éviter le piège de l'idéologie : L'ESS doit être considérée comme une voie vers un autre horizon, entre l'utopie et l'expérience du terrain.

Suite de page 4

Franz Weber, etc. sont partis en guerre sur les atteintes à l'environnement et à la vie animale, mais sont arrivés en fin de compte à des revendications semblables aux mouvements qui réclamaient la solidarité sur le plan économique. Récemment, des militants plus radicaux, mais toujours non-violents, se sont mobilisés sur le thème de la «décroissance» (voir le journal publié en France qui porte ce titre et l'article, page 11, sur les réseaux des Objecteurs de croissance).

Entre les années 60 et aujourd'hui, beaucoup d'organisations déjà existantes ou nouvelles se sont associées à ces appels contre les déri-

2. Œuvrer à la cohérence entre le dire et le faire : L'ESS doit en permanence évaluer les pratiques de gestion au regard des finalités éthiques et humaines.

3. Trouver un juste équilibre entre l'individu et le collectif : L'ESS doit être un lieu où la liberté individuelle se conjugue avec le sens du bien commun et l'intérêt collectif.

4. Demander à l'Etat une reconnaissance à part entière de l'ESS : celle-ci mérite un droit de cité comme 3^{ème} secteur, autre forme légitime d'économie et d'expression démocratique.

En conclusion, nous pouvons affirmer que ce 3^{ème} secteur économique est appelé à tenir le rôle d'une sorte de matelas protecteur pour nos collectivités car la crise actuelle se reproduira naturellement, au vu du rapprochement de leurs cycles conjoncturels.

L'ESS a une mission d'utilité publique dans la mesure où elle peut

absorber et accompagner en partie les conséquences de la libéralisation des marchés, en offrant notamment des activités et des emplois de proximité favorisant la création de liens sociaux.

Un coup de pouce financier des pouvoirs publics pour aider et encourager à l'innovation sociale serait le bienvenu... certains politiques l'ont bien compris !

Le comité vaudois se propose d'inviter toutes personnes sensibilisées au dynamisme de cette nouvelle économie à s'approcher des membres de la chambre de l'économie sociale et solidaire.

*Jean Pauporté et Jean-Richard Bory,
président d'Après-VD*

Inspiration: Egger, M., M., « Changer pour vivre mieux », in La chair et le souffle, Neuchâtel, Ed. Novalis, 2010.

Les Chambres de l'économie sociale et solidaire

Pour en savoir davantage sur les prestations des Chambres de l'économie sociale et solidaire vaudoise ou genevoise, devenir membre de l'une ou l'autre des associations romandes ou découvrir les entreprises ESS qui y sont rattachées :

www.apres-vd.ch ou
www.apres-ge.ch



La liste des membres se trouve sur le site: www.apres-vd.ch

Devenir souscripteur ou souscriptrice du CENAC

Souscrire au CENAC, c'est s'engager par un versement régulier. Chaque souscription compte : elle permet à l'Association de planifier des projets et de promouvoir durablement la non-violence auprès de la collectivité ou de publics cibles.

Les montants versés sont déductibles des impôts (selon les conditions fiscales de votre canton de résidence). Chaque année, vous pouvez adapter le montant de votre souscription.

Pour plus d'information n'hésitez pas à contacter le CENAC : 021 661 24 34 – info@non-violence.ch

Nous vous remercions déjà de votre contribution !

(Talon à remplir et à renvoyer au CENAC – Rue de Geneve 52 – 1004 Lausanne – info@non-violence.ch)

Nom et Prénom :

Adresse : No de téléphone :

Je/nous comptons pouvoir vous soutenir en 2011 à raison de CHF, au total en versements.

Veuillez me/nous transmettre bulletins de versement.

Un ordre permanent sera directement effectué auprès de: Centre pour l'action non-violente, Banque Coop, 21 rue Saint-Laurent, 1003 Lausanne, n° IBAN : CH74 0844 0362 1942 9018 0. N° du CCP de la banque Coop : 40-8888-1 (seulement pour les personnes qui effectuent leur ordre permanent par la poste)

Remarques :

Date/Lieu : Signature :

L'agression publicitaire

C'est la saturation. La publicité a envahi notre univers, il est impossible d'y échapper. Nous avons beau apposer un autocollant «stop pub !» sur notre boîte aux lettres, tenter de trouver une station de radio qui n'en diffuse pas et renoncer à regarder la télévision... il faudrait vivre au fin fond de la brousse pour ne pas trouver affiches ou autocollants placardés contre les murs et vitrines.

La publicité ne date pas d'hier : la première publicité imprimée est parue à Londres en 1660; la fin du XIX^{ème} siècle a vu l'avènement de l'affiche, avec Toulouse-Lautrec en illustrateur phare; les premiers spots publicitaires radio-phoniques datent de 1928. Les décennies 1950, 60 et 70 peuvent être qualifiées de grandes années de la publicité, avec leur cortège de spots télévisés vantant les mérites de toutes les nouveautés successives de l'industrie: les appareils ménagers, le lait maternisé, les premières voitures sorties de chaînes de production...

La fascination pour le progrès dans les années 50 a laissé la place à une fascination pour les techniques publicitaires dans les années 1980 et 1990, comme en témoigne l'émission de télévision Culture Pub, un programme entièrement dédié à l'analyse de la publicité, diffusé pendant presque vingt ans. La publicité est devenue une part entière du paysage culturel.

À l'heure où tous les discours philosophiques convergent vers un retour à la sobriété, à l'introspection et au développement de lien social, l'acte d'achat est parfois presque considéré comme tabou. En effet, lorsque l'on est soucieux de l'éthique, de l'équité et de la préservation

de l'environnement, est-il encore possible d'adhérer au concept de publicité ?

Dans un tel contexte, la publicité fait «tâche». Le manque de déontologie qui pousse les annonceurs à surfer sur la vague de l'écologie pour vendre des produits toujours aussi polluants sous couvert de faux labels ou d'arguments mensongers est navrant. Un récent sondage mené en France a montré que les consommateurs étaient las d'être pris pour des moutons enclins à croire que les 4x4 nouvelle génération protègent l'environnement... 54% d'entre eux déclarent être méfiants sur le discours des marques et des entreprises en matière de développement durable et 43% vont jusqu'à ne plus supporter les messages des marques sur l'environnement (Ethicity, 2010). Des collectifs anti-pub fleurissent un peu partout en Europe.

La publicité nous agresse. Visuellement, bruyamment, psychologiquement. Mais à moins de vivre de manière autarcique et de produire tout ce dont nous avons besoin, nous restons des consommateurs. Nous avons donc besoin d'un minimum d'information sur les produits que l'on nous propose. Alors nous cherchons des produits respectueux des valeurs auxquelles nous croyons. Mais comment ne pas être perdu-e face à la multiplicité des messages publicitaires ? Et comment les acteurs économiques réellement valables parviennent-ils à faire passer leur message sans susciter la méfiance ?

Prenons l'exemple des produits issus du commerce équitable. L'association Romande Magasins du Monde, pionnière en la matière, a récemment consacré un dossier à la publicité dans son magazine ex aequo. Souvent en porte-à-faux entre désir de se faire connaître et utilisation d'outils marketing controversés, les Magasins du Monde se questionnent sur la juste position à adopter.





Le dilemme est le suivant : comment se prévaloir d'équité et d'éthique tout en faisant de la publicité, qui, quoi qu'on en dise, sera toujours inféodée aux diktats de la vente ? Mais si l'on ne fait pas la promotion des produits équitables, qui les achètera (en dehors des consommateurs déjà sensibilisés, acquis) ?

Eric Jaffrain a son idée sur la question. Enseignant, conférencier et consultant indépendant en marketing, il a inventé le concept de marketing non marchand, ou marketing de l'échange, qu'il décrit ainsi : un marketing basé sur le don et la confiance, qui a pour but essentiel de répondre aux besoins du client plutôt que de se focaliser sur le profit de l'entreprise.

Pour lui, la performance économique d'une entreprise, ainsi que sa pérennité, viendront d'une part de la réponse apportée aux besoins de son public et d'autre part de sa communication avec lui sur une base de réciprocité – interactivité – et crédibilité. Cette trilogie résume ce qu'est le vrai marketing et un vrai marché : une dynamique de relations et de lien social centrée sur les

besoins holistiques du consommateur et non sur les besoins de profit de l'entreprise. Les quatre besoins fondamentaux du consommateur : physiologique, émotionnel, social et spirituel, doivent être satisfaits lors de l'acte d'achat.

Quand on lui fait remarquer que cette approche pourrait être assimilée aux techniques de persuasion élaborées par certains publicitaires, il explique que l'entreprise doit répondre aux besoins du client autant que le client répond aux besoins de l'entreprise : il y a une obligation de réciprocité. Sans elle, on reste dans un système économique totalitaire : les entreprises sont des prédateurs qui font tout pour prendre des parts de marché, sans aucun intérêt pour le client lui-même. Si les publicitaires veulent utiliser certains points du marketing de l'échange pour manipuler, ils n'y arriveront pas jusqu'au bout, parce que cette technique oblige à une sincérité.

L'entreprise, dans sa communication, doit donc être sincère. Son devoir d'afficher sa responsabilité sociale ne doit pas lui servir unique-

ment à s'acheter une bonne conscience. D'après Eric Jaffrain, les publicitaires sont friands des critiques et des revendications : la dénonciation de scandales liés à l'industrie : déforestation, travail des enfants, salaires de misère, permet aux grosses firmes de détecter leurs ennemis et de faire évoluer le marché. Une campagne du WWF contre l'huile de palme peut pousser Nestlé à arrêter d'exploiter cette ressource, mais la firme récupère immédiatement l'argument pour son propre intérêt. En parallèle, elle se met à exploiter d'autres filons, tout aussi critiquables. Au final, sa conscience ne change pas.

Actuellement, les Magasins du Monde communiquent sur le fait que les producteurs de leur café ont été justement rémunérés pour leur travail. Pour E. Jaffrain, il suffirait de parler du café. Commerce équitable sous-entend qu'il existe un commerce non équitable. Il ne faut pas se positionner comme une contre-proposition. Le commerce n'a pas à être équitable, il est équitable en soi. Tout comme l'agriculture est, et a toujours été, forcément bio ! C'est le chimique qui devrait être étiqueté comme tel !

Le nom Magasins du Monde véhicule une image, on se dit «ce sont des humanitaires qui font du commerce, ils veulent faire passer un message». La communication se veut humaniste, ce qui est une erreur stratégique : quand on communique sur la pauvreté, on culpabilise les gens, on joue avec les idéologies religieuses. On se situe en marge du quotidien du consommateur, qui n'ira dans un Magasin du Monde qu'à l'occasion, pour faire sa B.A. en quelque sorte.

Pourtant il est tentant de se positionner en opposition aux grandes surfaces qui, même si elles proposent quelques produits équitables, ont sou-

vent des critères d'équité bien moins poussés que ceux des Magasins du Monde. Dans l'optique de marketing de l'échange, c'est justement ce qu'il faudrait mettre en avant : parler du «plus produit», expliquer en quoi l'offre est meilleure. L'économie est malade, il y a urgence. L'agriculture contractuelle est également une bonne réponse à cette crise. L'enjeu est de faire que tous les produits soient équitables, bio ou de proximité.

En exergue, E. Jaffrain donne un exemple radical de ce qui pourrait être une bonne publicité pour le commerce équitable : «Nestlé fabrique son chocolat Cailler. 60% de marge, un salaire de 40 millions par an : vous trouvez ça équitable?». La logique actuelle qui consiste à gagner beaucoup en appliquant des marges énormes est immorale. Le commerce équitable est à l'inverse de ce système : il répond aux besoins de tous, client comme producteur.

Malgré la multiplication des labels, la publicité mensongère et la grave crise de confiance du monde actuel, Eric Jaffrain reste profondément optimiste : « Tout peut changer. Actuellement notre société exprime son ras-le-bol et son besoin de spiritualité. Il n'y a que des portes prêtes à s'ouvrir... ».

L'habitation coopérative : une troisième voie pour le logement

Les habitations coopératives n'étant pas centrées sur la spéculation et le profit à court terme, elles constituent une alternative au marché du logement. En outre, ses principes tel que la solidarité, la participation ou la qualité de vie sont proches des buts de la non-violence.

Une habitation coopérative est une sorte de troisième voie du logement, entre location et propriété, entre marché privé et marché public. Elle est portée par la volonté de ses adhérents de développer une qualité de vie centrée sur l'individu et non le profit à court terme. Elle vise un rapport au logement basé sur la participation, la convivialité et la solidarité – et de plus en plus sur le respect de l'environnement.

L'apport initial d'un logement coopératif se fait sous la forme d'achat

de parts sociales. Chaque foyer verse ensuite une mensualité à la coopérative, correspondant au coût réel de son logement. Une fois l'emprunt remboursé et les frais de fonctionnement payés, les habitants sont collectivement propriétaires de l'ensemble de l'immeuble et non de leur propre appartement. Cette forme alternative de la propriété est ainsi soustraite à la spéculation, l'habitant ne pouvant pas revendre son logement en dehors de la coopérative.

Une coopérative est autogérée et chacun contribue aux décisions collectives selon le principe démocratique « une voix par personne ». Suivant les objectifs fixés, une coopérative peut exiger davantage de contribution à la vie collective que d'autres. Elle peut aussi dépendre de l'engagement des individus à la vie coopérative. Elle peut inclure des espaces communs ou des fonctionnalités collectives telles qu'un four à pain. Certaines tâches peuvent être payées en nature, en s'occupant du jardin par exemple.

La Suisse – un modèle exemplaire

La Suisse – avec le Canada – est exemplaire en matière d'habitations coopératives. Selon l'Association suisse pour l'habitat (ASH), ce type de logement alternatif représente 8 % des logements, soit plus de 130 000 coopératives – jusqu'à 20% dans les villes. En l'occurrence, cette Association favorise le dialogue entre ses membres et ses partenaires publics et privés. Elle est liée à la Confédération par un contrat de prestation et s'engage à développer la construction de logements à loyers



1^{ère} réalisation CoDHA
41, rue Plantamour - Genève

modérés, en partenariat avec les cantons et les communes. Elle dispose notamment d'instruments financiers pour aider les maîtres d'ouvrage d'utilité publique à réaliser leurs projets. Son service de consultation est ouvert à tout le monde. L'Association romande publie en outre la revue trimestrielle « Habitation ».

Il existe également des sociétés coopératives d'habitats. Ce type de structure ne permet pas l'accès à la propriété, mais uniquement d'acquérir un logement. L'évolution des loyers est cependant modérée, la spéculation étant prohibée. La Société coopérative d'habitat de Lausanne (SCHL), par exemple, a pour but d'améliorer les conditions de logement de la population. Elle peut acquérir ou louer des terrains et des maisons d'habitation, construire des



Réalisation CoDHA
ch. du Pommier, Grand-Saconnex,

logements et gérer ses propres immeubles ou ceux appartenant à des tiers. La gestion de cette coopérative se veut transparente, solidaire et démocratique - les décisions sont prises en Assemblée générale.

La Coopérative d'habitat associatif (Codha), située à Genève, est l'une des plus importantes coopératives d'habitat en Suisse Romande depuis sa création en 1994. Elle a pour but de procurer à ses membres des espaces d'habitation autogérés. A cette fin, elle achète, construit, rénove, ou prend des immeubles en régie, et les remet sous forme de bail associatif à des collectifs d'habitants. Elle met également en commun les expériences et les compétences de chacun. Ainsi des réponses aux difficultés que rencontrent individuellement les petites coopératives d'habitation (établir les statuts, concevoir un projet, réunir les fonds nécessaires ou obtenir un financement bancaire) peuvent rapidement être apportées.

Sandrine Bavaud

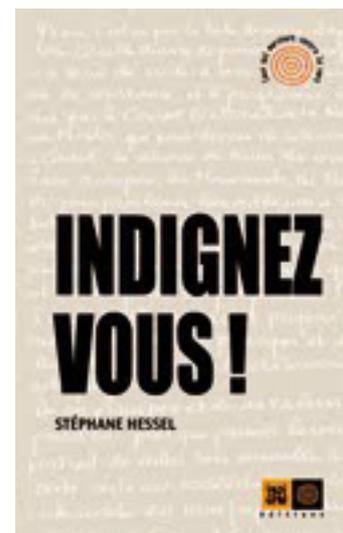
Indignez-vous! Appel du cœur de Stéphane Hessel

C'est le cri du cœur de tous les affamés de justice. Il a provoqué chez nous un coup de cœur pour cet ambassadeur de 93 ans, qui a écrit cette petite brochure de 30 pages, vendue à CHF 5.- (3.- €), publiée dans la collection « Ceux qui marchent contre le vent » (éd. Indigène) et déjà tirée à plus d'un million d'exemplaires.

Stéphane Hessel, né à Berlin en 1917, installé très jeune en France, a rejoint la résistance du général de Gaulle, puis a fait du renseignement en France (profitant de sa connaissance de l'allemand). Arrêté, torturé, déporté à Buchenwald, il s'est enfui. Après la

guerre il est entré dans la diplomatie française, a participé à la rédaction de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. A sa retraite, libéré des obligations de réserve des ambassadeurs, il est devenu plus actif que jamais. A 93 ans, après avoir écrit plusieurs ouvrages, il résume ses sentiments par cet appel: Indignez-vous!

Son indignation se concentre particulièrement sur le sort du peuple palestinien. Lui qui est d'ascendance juive dénonce avec force les crimes de l'Etat d'Israël, ce qui a provoqué la fureur de bien des personnalités juives et de droite. Mais quand on est ambas-



sadeur et qu'on a 93 ans, on ne craint plus de résumer sa pensée dans une formule si percutante!

Terres civiles

Le Réseau des objecteurs de croissance

Créé il y a deux ans dans le sillage des café-décroissance, le Réseau Objection de Croissance vaudois (ROC-VD) veut être un espace où réfléchir et s'engager ensemble à l'élaboration d'alternatives anticapitalistes et antiproductivistes, pour une société respectueuse des équilibres sociaux et écologiques de la planète. Les objecteurs et objectrices de croissance défendent une position critique à l'égard du concept de développement durable et de son (més)usage : toute tentative d'adaptation aux limites de la planète d'un modèle fondé sur la croissance relève d'une illusion savamment entretenue, qui ne fait que perpétuer les inégalités et les problèmes sociaux existant.

Les territoires de réflexion et d'action du ROC s'étendent essentiellement autour de l'articulation des questions sociales et écologiques. Le système économique actuel, construit autour du mythe d'une croissance illimitée, a engendré une série de crises profondément entremêlées (écologique, sociale, politique) qui rendent urgente

Si vous voulez en savoir plus ou rejoindre le réseau
www.decroissance.ch
rocvd@decroissance.ch



l'élaboration d'une alternative englobant les différents aspects du problème. Les menaces écologiques globales ainsi que l'augmentation des inégalités sociales exigent un radical renversement du paradigme dominant : la croissance n'est pas la solution, mais le problème. La diminution du PIB n'est pas un but en soi, mais le point de départ d'une critique sur le rôle central occupé par l'économie dans l'existence humaine. Une répartition plus égalitaire des richesses, tant au niveau local que global, et une réduction de l'impact environnemental des activités humaines sont les objectifs, prioritaires et indissociables, des objecteurs-trice-s de croissance.

Dans cette perspective, le ROC s'engage pour :

- une gestion responsable et participative des ressources naturelles et des biens communs
- la relocalisation des activités économiques
- la diminution du temps de travail, au profit du temps de vivre
- l'élargissement de la sphère de l'autonomie, de la gratuité et des échanges non-commerciaux
- la primauté de la valeur d'usage sur la valeur marchande
- approfondir l'exercice des droits démocratiques des citoyen-ne-s sur les questions qui les concernent
- la libération de l'emprise publicitaire sur l'imaginaire collectif
- une politique agricole fondée sur la souveraineté alimentaire, la production biologique et une alimentation moins carnivore

- la révision du système financier et monétaire
- toute initiative créant les prémices d'une société de convivialité.

Les actions menées par le ROC s'inscrivent dans trois dimensions complémentaires : au niveau individuel, à travers la promotion des principes de la simplicité volontaire ; au niveau collectif, par le soutien aux expériences associatives qui élaborent des alternatives au système socio-économique dominant ; au niveau politique, par la participation au débat public et la diffusion des idées de la décroissance. Le ROC œuvre à ses objectifs en organisant des débats et des rencontres, en publiant des textes, en promouvant ou en s'associant à des actions citoyennes inspirées par les principes de la non-violence et de la désobéissance civile.

Mirko Locatelli

A lire en lien avec le dossier :

Vers une économie non-violente : Compte rendu du colloque international organisé à Bhopal, du 30 janvier au 3 février 2010 par Gandhi International et Ekta Parishad. Godinot, E., Campana, L. Carcassone: Gandhi International, (2010).



Activités publiques du CENAC

Lâche la violence – bilan

L'exposition «Lâche la violence» a fait halte à la Vallée de la jeunesse à Lausanne entre le 4 novembre et le 23 décembre 2010. Il s'agissait d'une exposition ludique et interactive conçue par l'association Graines de citoyens à Anger. Elle a été organisée à l'initiative du CENAC afin de faire partager l'expérience de Graine de citoyens auprès des jeunes lausannois-e-s. Les deux après-midi de jeux coopératifs, animés par des formatrices et formateurs du CENAC se sont déroulés dans une émulation digne des enfants qui étaient présents, plus de 140. Dans l'ensemble, tous ont apprécié la grande variété, ainsi que la liberté de s'essayer aux jeux coopératifs proposés.

Pascale Schuetz



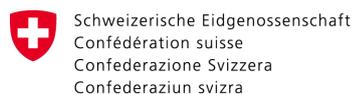
Semaine lausannoise contre le racisme 2011

Le CENAC participera pour la 4^{ème} année consécutive à la semaine d'action lausannoise contre le racisme dont le titre sera *Racisme et sport* et qui se déroulera du 17 au 21 mars 2011. Le CENAC, en partenariat avec le théâtre Manivelle organisera un atelier de théâ-

tre-forum sur des situations de racisme dans le sport. L'objectif est de renforcer la prise de conscience et la prévention du racisme et de la violence.

Cette formation aura lieu dans le cadre d'un séminaire de sociologie du sport organisé par l'Institut des sciences du sport de l'Université de Lausanne et s'adressera aux étudiant-e-s appelé-e-s à devenir de futur-e-s professeur-e-s d'éducation physique.

PS



Service de lutte contre le racisme SLR

Marche de Pâques

Lundi de Pâques, 25 avril 2011, Berne

«Miser sur la vie plutôt que sur les armes et la destruction! Pour la démilitarisation de la planète», tel est le titre de cette 9^{ème} édition de la traditionnelle Marche de Pâques à laquelle s'associe le CENAC. La militarisation et la prolifération des armes ne garantissent ni un monde plus sûr, ni plus juste, au contraire: Elles nuisent à tous les efforts de développement durable, de justice sociale, et d'égalité. Les coûts militaires accaparent l'argent nécessaire pour l'éducation, la santé, et pour le droit à un niveau de vie suffisant. Une semaine de dépenses militaires mondiales suffirait pour éliminer la faim dans le monde. La demande formulée à l'occasion de cette marche sera de demander à la Suisse qu'elle entreprenne des démarches vers une politique de la paix par:

– la redistribution des dépenses militai-

res en faveur du développement durable et de la promotion civile de la paix – la fin des exportations de matériel de guerre et une politique crédible et efficace pour le développement et la sécurité: www.marchedepaques.ch

Le CENAC recherche :

Responsable d'association h/f (50%)

Poste

- Coordonner la vie de l'association et les bénévoles
- Soutenir et s'impliquer dans les différents groupes de travail
- Assurer le suivi de projets dont le trimestriel Terres civiles
- Définir les axes stratégiques de l'association en concertation avec le comité
- Promouvoir le Centre et la non-violence

Profil

- Expérience en coordination et en gestion de projet
- Sens de l'organisation et de la synthèse
- Compétences rédactionnelles
- Sens de l'entregent et de la communication
- Autonomie et flexibilité
- Maîtrise de Microsoft Entourage (InDesign est un atout)
- Allemand (atout)

Lieu de travail: Lausanne

Entrée en fonction: A convenir

Horaires annualisés: 6 semaines de vacances par année dans un cadre associatif

Postulation à envoyer d'ici au 31 mars à: Sandrine Bavaud, CENAC, Rue du Maupas 81, 1004 Lausanne, 079 786 03 16

Prétentions salariales à indiquer

2011, Année du bénévolat célébrée par le CENAC

Durant cette année consacrée à encourager et à soutenir les efforts accomplis par tous pour créer des conditions propices au bénévolat, le CENAC donne la parole à ses bénévoles !

Derrière le logo « Bénévole. Envie d'agir » se cache un engagement de tous les instants et dans tous les domaines de la société, réalisé avec une motivation et un sens des responsabilités qui méritent d'être soulignés. Le tout volontairement et sans rémunération !

En Suisse, près de 3 millions de personnes fournissent 700 millions d'heures de travail bénévole chaque année.



Année européenne du bénévolat 2011

En 2010, l'équipe du CENAC s'est fortement renforcée en trouvant l'appui de nouvelles personnes prêtes à s'engager activement pour la non-violence. Aujourd'hui, une vingtaine de personnes, assurent le suivi de l'association. Dans le cadre de l'année du bénévolat, le Centre veut mettre en lumière leur formidable engagement.

Deux questions ont été posées à nos bénévoles : qu'apportez vous au CENAC ? Que vous apporte la non-violence ?

Michel Mégard, centre de documentation



Rendre accessibles les documents de la bibliothèque et des archives me semble important. Les fonds d'archives du CENAC me sont plutôt bien connus.

Le mouvement non-violent a été un lieu où j'ai vécu des expériences et un engagement importants dans ma trajectoire de vie. La non-violence est un mot qui est compris de diverses manières, le concept qu'il tente d'exprimer peut se retrouver sous de nombreux autres mots. Dans le cadre de cette extrême subjectivité, Hubert Auque a écrit ces lignes qui me parlent : « Devenir non-violent ne se fait pas en participant à un mouvement d'un tel nom, c'est un chemin complexe où chacun en s'engageant va devoir affronter sa propre violence, comprendre ses contradictions, accepter ses échecs et se maintenir dans une dynamique d'investigation : c'est peut-être là pour certaines, le biais qu'a pris le désir pour aller fouiller aux racines de notre histoire, de notre développement. »

(*Renoncer!*, Labor et Fides, 1998 – Cote CENAC 150.194 AUQ).

Anne Pugin, correctrice pour le CENAC

Ma connaissance de la langue française, étant professeur de français, je corrige les pages de la revue que je reçois.

Que m'apporte la non-violence ? La paix envers moi-même et mon prochain. Tout le monde sait que

la violence engendre la violence. Sur moi, la violence engendre la peine pour celui qui la provoque. Je reste persuadée qu'on n'obtient rien par la violence. Elle est un signe de faiblesse et de lâcheté. Et je cherche à faire passer ce message autour de moi.



Sandrine le Dréau, rédactrice de Terres civiles



J'essaie d'apporter à mon niveau ma contribution et ma réflexion au sujet de la non-violence et de thèmes abordés et également de me rendre utile lors d'actions ponctuelles.

Etant toute nouvelle au CENAC, je manque encore de repères et de recul mais le coeur y est et la motivation également pour que la non-violence ne soit plus l'exception !

En appliquant (autant que possible !) la non-violence dans ma vie au quotidien je me sens davantage centrée, sereine et en accord avec mes valeurs, avec mes besoins et dans la façon de vivre avec mes proches, de vivre dans notre pays, dans le monde. La non-violence est à mon sens un véritable art de vivre qui demande de la patience, de la bienveillance, de l'écoute et donc du temps dans une société qui court et en même temps quel bonheur de vivre ainsi ! La non-violence a permis de résoudre des conflits, des tensions à long terme et donc d'avancer chaque jour un peu plus vers mon idéal de vie.

Sandrine Bavaud, présidente a.i.



En tant que membre du comité du CENAC, j'ai pour objectif d'assurer la cohérence des actions de l'Association. Cela implique de reconnaître le travail de l'équipe active, de répondre aux attentes des publics cibles, de promouvoir les prestations du Centre ou de créer des partenariats.

La non-violence me permet de comprendre que la violence n'est pas une fatalité contrairement au conflit qu'il convient d'intégrer de manière constructive. J'ai ainsi pu prendre conscience qu'il est possible d'agir dans le respect de soi, d'autrui et de l'environnement. Gandhi, les Mères de la place de Mai en Argentine, où les objecteurs de conscience de notre pays sont des heureux exemples qui me donnent la force de ne pas rester passive face aux injustices.

Joelle Mary, membre du comité



J'apporte au CENAC mon expérience de bénévole dans diverses associations ainsi qu'en temps que coordinatrice des bénévoles pour une ONG. Je peux aussi faire profiter le Centre de mon réseau professionnel.

Pour ma part, c'est une philosophie de vie que j'essaie d'implémenter tant dans ma vie professionnelle que privée. Cela m'amène à trouver des solutions lors de conflits et de mener des projets de manière participative. Cela m'a également ouvert au différents courants fondateurs de la non-violence et élargi mes horizons.

Rolf Keller, formateur



Depuis de nombreuses années, je suis engagé dans le Programme de formation à la résolution non-violente des conflits, en tant qu'administrateur et caissier au début, puis comme formateur et membre du groupe qui gère le programme de formation. Cette formation est pour moi une plateforme précieuse pour sensibiliser à la non-violence, encourager à prendre ses responsabilités de citoyen-ne et œuvrer de manière constructive pour une vie digne à divers échelons (soi-même, l'entourage immédiat, les divers lieux de vie, la société en général).

Mon parcours en matière de non-violence, et plus spécifiquement de gestion non-violente des conflits, m'a donné et me donne des repères qui m'aident à m'orienter dans toutes les situations ordinaires et extraordinaires

de la vie. Je suis convaincu que mon apport dans les petites et les grandes choses de la vie quotidienne et de la vie professionnelle compte, ce qui est déjà valorisant en soi.

PS

Rencontre conviviale à l'attention des bénévoles du CENAC

Pour remercier ses bénévoles, le Centre organisera jeudi 31 mars une rencontre conviviale! Le comité vient également d'éditer une charte à l'attention des bénévoles, téléchargeable sur notre site Internet. Celle-ci inclut par exemple la possibilité de suivre gratuitement notre module de base à la résolution des conflits et annuellement un module de son choix, tiré de notre programme de formation.

PS

Une militante de la non-violence à la tête d'Amnesty-Suisse

Manon Schick a repris la direction la section suisse d'Amnesty international depuis le 1^{er} mars 2011. Manon est, depuis son adolescence une militante de la non-violence: elle a travaillé avec Peace Brigades International (PBI) et avec le Centre Martin Luther King, devenu CENAC. Depuis plusieurs années elle était porte-parole d'Amnesty pour la Suisse romande.

Elle a présenté dans *Terres civiles* n°48 l'action « Aide d'Urgence » qui se déroule de février à avril 2011. Nous nous réjouissons de pouvoir compter sur une femme de sa trempe à la tête d'une organisation amie.



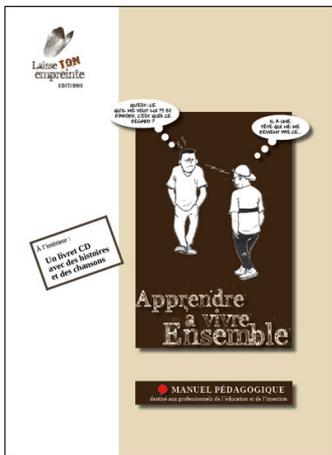
Terres Civiles

Notes de lectures et dernières acquisitions (décembre 2010 à février 2011)

Apprendre à vivre ensemble. Manuel pédagogique destiné aux professionnels de l'éducation et de l'insertion.

Luc Scheibling, *Laisse Ton Empreinte* Editions, 2009, 91 pages

(Cote CENAC: 370.114 SCH)



Ce matériel est publié par une association française appelée à intervenir sur des territoires en difficulté. Les auteurs l'ont élaboré à partir de leur travail avec les élèves, puis avec l'équipe éducative d'un établissement dans lequel les violences étaient récurrentes. Au vu des résultats – prise de conscience chez les élèves ET dans le corps enseignant, désir de changement, baisse de la violence – il a été expérimenté dans plusieurs établissements de divers niveaux, de l'école primaire aux collèges professionnels et centres d'insertion. Il est donc le fruit de quatre ans d'expérience sur le terrain. C'est dire que l'approche est pragmatique, réaliste, concrète: on est au plus près du vécu d'un jeune, et c'est sans doute là le point fort de cet ouvrage. Il propose deux analyses, celle de l'escalade d'un conflit et celle du parcours d'un jeune en difficulté. Dans les deux cas les objectifs sont les mêmes: permettre une prise de conscience qui pourra susciter le désir de sortir de l'en-

grenage, offrir un cadre et des repères pour soutenir la démarche.

Dans la première partie, une BD met en scène deux personnages, Boris et Igor. Regard de travers, insultes, coups, la bagarre s'enflamme et s'étend. L'analyse des étapes de l'escalade, des émotions ressenties, du poids de l'environnement, des possibilités de médiation permet aux jeunes de prendre du recul pour pouvoir, le moment venu, identifier leur propre comportement. D'autres histoires de conflits permettent d'imaginer des alternatives à la bagarre. On propose aussi la mise en place d'un „défi personnalisé“ aux jeunes qui souhaitent sortir d'un comportement dont ils sont prisonniers: rôle de leader, réputation de casseur, etc.

Une part importante de cette analyse est consacrée aux ressentis, aux émotions, à la nécessité de savoir les reconnaître et de pouvoir les nommer.

La deuxième partie de l'ouvrage met en scène de façon schématique le parcours d'un jeune en difficulté: blessure, perte de confiance en soi, repli, recherche de protection. Ici l'accent est mis sur le poids du groupe, les valeurs qu'il véhicule, ses limites, et sur le rôle de l'adulte (nécessité de cohérence personnelle et de cohésion au sein de l'équipe éducative).

De nombreux témoignages, exemples et commentaires illustrent et enrichissent chaque étape de la démarche.

Ce matériel offre en outre des fiches pratiques facilement photocopiables et, en annexe, un CD de contes et de chansons créés à partir de témoignages de jeunes sur la peur, les insultes, les préjugés, etc.

Véritable outil à « tiroirs », il est utilisable à tous les degrés (dès 10 ans).

Des Ritals en Romandie.

Raymond Durous, *Editions de l'Aire*, 2010, 301 pages

(Cote CENAC: 920 DUR)

Dans un de ses ouvrages précédents, Raymond Durous avait raconté avec tendresse et sensibilité l'histoire de son père, Victor le Conquérant, fils d'immigré italien.

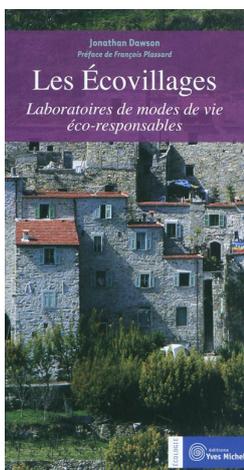
C'est avec la même générosité qu'il retrace ici le parcours d'une vingtaine d'immigrés et d'immigrées de deuxième ou troisième génération dont il a recueilli les témoignages et avec qui il a tissé des liens. Musicien, sportif, gouvernante, restaurateur, politicienne, ouvrier, romancière, municipal, journaliste, les parcours sont riches et divers. Parmi eux, ceux de personnalités bien connues, dont Léon Francioli, Gabrielle Nanchen-Straggiotti, Léonard Giannada et Ada Mara par exemple. Et celui de Violetta Fasanari Bourquin qui a été longtemps un des piliers du CENAC. Récits touchants, souvent émouvants, qui parlent de souvenirs heureux ou douloureux, de souffrances d'enfants, de rejets, d'humiliations, de conflits de loyauté mais aussi de fierté et de riche héritage. Recherche de racines, double identité, Massimo Lorenzi déclare dans la préface: „ Sous ce vernis d'assimilation, je suis le seul à savoir combien je suis et resterai toujours un étranger. Je ne suis pas vraiment d'ici et ne le serai jamais. Pas plus d'ailleurs que je ne suis vraiment Italien. Avoir grandi entre ces deux cultures m'a procuré un sentiment d'impossible appartenance.“

Les témoignages de ces Italiennes et Italiens „bien de chez nous“ devraient nous ouvrir les yeux sur la façon dont nous accueillons aujourd'hui celles et ceux qui viennent de plus loin.

Jeanne Golay

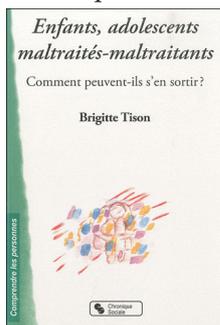
Dernières acquisitions

- 15 ateliers pour une culture de paix. Neumayer, Michel; Neumayer, Odette. Lyon : Chronique sociale, 2010.
- Le désarmement nucléaire unilatéral de la France est-il possible? Rouen : Alternatives non-violentes, 157 (2010).
- L'autorité, pour une éducation non-violente: autoriser à grandir! Maheu, Elisabeth. Lyon : Les Ed. du MAN, 2010.
- Ce qui fait une vie: essai sur la violence, la guerre et le deuil. Butler, Judith. Paris: Zones, 2010.
- Die Gewaltlosigkeit Jesu - eine Kraft, die Frieden schafft. Goss-Mayr, Jean (1912-1991). Goss-Mayr, Hildegard. 2. Auflage. St. Gallen: Forum für Friedenserziehung (IFOR-CH), 2000.
- Ecologie et non-violence. Bourdel, Hélène. Lyon: Les Ed. du MAN, 2009.
- Les écovillages: laboratoires de modes de vie éco-responsables. Dawson, Jonathan. Gap: Yves Michel, 2010.



- Ecumenical Monitoring Programme in South Africa (EMPSA): 1993-1994. Beck, Philippe. 1993.

- Enfants, adolescents maltraités-maltraitants: comment peuvent-ils s'en sortir? Tison, Brigitte. Lyon: Chronique sociale, 2011.



- Evangelium und das Ringen um den Frieden: Einüben in die Gewaltfreiheit des Evangeliums und die Methoden zum Engagement. Goss-Mayr, Hildegard. 3. Auflage. Minden: Internationaler Versöhnungsbund. Deutscher Zweig; Wethen: Reinhard J. Voß, 2004.
- Exclusion et violences. Bailly, Yvette. Lyon : Les Ed. du MAN, 2008.
- Les Français peuvent-ils vouloir renoncer à l'arme nucléaire? Muller, Jean-Marie. Lyon: Les Ed. du MAN, 2010.
- Graines de médiateurs II: accompagner les enfants dans l'apprentissage de la gestion positive des conflits: guide pratique. Université de Paix. Namur: Université de Paix, 2010.
- Guide juridique: discrimination raciale. Naguib, Tarek. Service de lutte contre le racisme. Berne: Département fédéral de l'intérieur, 2009.
- Les identités meurtrières. Maalouf, Amin. Paris: Librairie générale française, 2010.
- Insécurité et violences. Lyon: Les Ed. du MAN, 2002.
- Jean Goss: mystique et militant de la non-violence. Goss-Mayr, H., Hanssens, J. Namur: Fidélité, 2010.

- Manuel de transition: de la dépendance au pétrole à la résilience locale. Hopkins, Rob. Montréal: Ecosociété, 2010.
- Mini-guide de l'intervention civile de paix: des volontaires pour la paix. Comité ICP. Ed. 2011-2012. Paris: Non-Violence XXI, (2010).
- Pourquoi désobéir en démocratie? Ogien, Albert; Laugier, Sandra. Paris: La Découverte, 2010.
- Qui a peur des jeux vidéo? Tisseron, Serge; Gravillon, Isabelle. Paris: Albin Michel, 2008.
- Réapprendre à coopérer: Abécédaire. Gouil, Hervé. Gap: Yves Michel, 2010.
- Schutz vor Waffengewalt: Argumente für ein JA am 13. Februar 2011 zur Volksinitiative. Weisshaupt, Peter. Zürich : Schweizerischer Friedensrat (SFR), 2010.
- Stratégies contre l'extrémisme de droite en Suisse: acteurs, mesures et débats. Skenderovic, Damir. Service du lutte contre le racisme. Berne: Département fédéral de l'intérieur, 2010.
- Tolstoï vivant: notes et souvenirs. Kues, Maurice. Lausanne: La Guilde du Livre, 1941.
- Ueli Wildberger: Der Weg ist das Ziel. Grossmann, Gret. St. Gallen: Forum für Friedenserziehung (IFOR-CH), 2010.
- Vers une économie non-violente: Compte rendu du colloque international organisé à Bhopal, du 30 janvier au 3 février 2010 par Gandhi International et Ekta Parishad. Godinot, Etienne; Campana, Louis. Carcassonne: Gandhi International, (2010).